

## **ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) ET REVISION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES (SDAEU) DU BAR SUR LOUP (06)**



### **B. MENTION DES TEXTES QUI REGISSENT L'ENQUETE PUBLIQUE ET INSERTION DE CETTE ENQUETE DANS LA PROCEDURE PLU**

#### Dates :

Révision générale du POS / élaboration du PLU prescrite par DCM du 25/04/2002

Règlement National d'Urbanisme en vigueur le 27/03/2017

(POS approuvé le 17/06/1988 devenu caduque)

PLU arrêté par DCM du 14/11/2018

PLU approuvé par DCM du .....

*DCM : Délibération du Conseil Municipal*

### **DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE**



**POULAIN URBANISME CONSEIL**

223 ch du Malmont-Figanières, 2bis Les Hauts de l'Horloge, 83300 DRAGUIGNAN

Email : [contact@poulain-urbanisme.com](mailto:contact@poulain-urbanisme.com)

## **MENTION DES TEXTES QUI REGISSENT L'ENQUETE PUBLIQUE**

Conformément à l'article L.153-19 du Code de l'Urbanisme, le projet de plan local d'urbanisme arrêté est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire.

Conformément à l'article R153-8 du Code de l'Urbanisme, le dossier soumis à l'enquête publique est composé des pièces mentionnées à l'article R.123-8 du code de l'environnement et comprend, en annexe, les différents avis recueillis dans le cadre de la procédure. Il peut, en outre, comprendre tout ou partie des pièces portées à la connaissance de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune par le préfet.

L'enquête publique est régie par le Code de l'environnement et notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R123-27.

## **INDICATION DE LA FACON DONT CETTE ENQUETE S'INSERE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE RELATIVE AU PLAN**

Par délibération en date du 25/04/2002, le Conseil Municipal avait décidé de mettre en révision le Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé le 17/06/1988 et d'initier l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) sur la commune, conformément aux dispositions réglementaires de la loi SRU.

La procédure a cependant mis beaucoup de temps à démarrer tandis que le cadre législatif et intercommunal (schéma de cohérence territoriale, plans de prévention des risques, etc.) n'a cessé d'évoluer. Ainsi, le Conseil Municipal a dû redéfinir les objectifs de la procédure et les modalités de la concertation par délibération en date du 27/09/2010.

Un premier débat sur les orientations générales du PADD ont eu lieu le 01/08/2014. Mais le projet réglementaire qui en résultait n'a jamais obtenu la validation des différentes personnes publiques et n'était pas compatible avec le cadre législatif.

Face à ces nombreuses difficultés et à la nécessaire reprise du projet, le bureau d'études et la Commune ont préféré rompre le contrat relatif à ce PLU en 2016. La procédure a été relancée en 2017.

Par délibération en date du 19/12/2017, le Conseil Municipal a précisé que l'ensemble des règles résultant du décret n°2015-1783 du 28/12/2015 sera applicable au Plan Local d'Urbanisme de LE BAR SUR LOUP (article 12-VI alinéa 1 du décret). Ce même jour, il a débattu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme s'est réalisée en concertation avec les personnes publiques associées et consultées. Cette concertation a pris la forme d'échanges permanents (emails, téléphoniques, etc.) et de nombreuses réunions. Cette phase d'échanges s'est parfaitement déroulée, surtout depuis la revue du projet en 2017.

L'élaboration de PLU s'est réalisée en concertation avec la population conformément aux délibérations du 25/04/2002 et 27/09/2010.

Le 14/11/2018, conformément à l'article L.153-14 du Code de l'Urbanisme, le conseil communal a arrêté le projet de plan local d'urbanisme. Conformément à l'article R.153-3 du Code de l'Urbanisme, cette délibération a simultanément tiré le bilan de la concertation, en application de l'article L.103-6 du Code de l'urbanisme.

Le projet de PLU arrêté est soumis pour avis (article L.153-16 du Code de l'Urbanisme) aux personnes publiques associées à son élaboration mentionnées aux articles L.132-7 et

## B. Textes régissant l'enquête publique et son insertion dans la procédure

L.132-9 du Code de l'Urbanisme. Il est également soumis à leur demande (article L.153-17 du Code de l'Urbanisme) aux communes limitrophes, aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés et à la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Le Plan Local d'Urbanisme arrêté a également été transmis à l'autorité environnementale pour qu'elle puisse formuler un avis sur l'évaluation environnementale et le projet de document (accusé de réception en date du 29/11/2018).

Les personnes consultées en application des articles L.153-16 et L.153-17 du Code de l'Urbanisme donnent un avis dans les limites de leurs compétences propres, au plus tard trois mois après transmission du projet de plan. A défaut de réponse dans ce délai, ces avis sont réputés favorables (article R.153-4 du Code de l'Urbanisme).

L'avis sur le projet de plan arrêté, prévu à l'article L.153-15, est rendu dans un délai de trois mois à compter de l'arrêt du projet. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable (article R.153-5 du Code de l'Urbanisme).

L'avis de l'autorité environnementale est émis dans les trois mois à compter de la date de réception du dossier. A l'issue de ce délai, l'avis de l'autorité environnementale est réputé sans observation.

Selon à l'article L.153-19 du Code de l'Urbanisme, le **projet de plan local d'urbanisme arrêté** est **soumis à enquête publique** réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1er du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire.

Selon l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme, à l'issue de l'enquête, le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par le conseil communal de LE BAR SUR LOUP.

Le plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public (article L153-22 du Code de l'Urbanisme).

### LA OU LES DECISIONS POUVANT ETRE ADOPTEES AU TERME DE L'ENQUETE

Après enquête publique, le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, plan ou programme, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur rend son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête.

M le Maire et le conseil communal de LE BAR SUR LOUP peuvent alors approuver le Plan Local d'Urbanisme. Le Plan Local d'Urbanisme approuvé peut avoir été modifié de façon mineure (pas de remise en cause de l'économie générale du plan) comparé au dossier arrêté pour tenir compte des remarques et avis des personnes publiques associées ou

*B. Textes régissant l'enquête publique et son insertion dans la procédure*

---

consultées d'une part, et pour tenir compte de l'avis et conclusions motivées du commissaire enquêteur d'autre part.

## **LES AUTORITES COMPETENTES POUR PRENDRE LA DECISION D'APPROBATION**

Conformément à l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme, à l'issue de l'enquête, le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par le conseil communal de LE BAR SUR LOUP.

Le plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public.